

**VARIA TURCICA
XIII**

**Première Rencontre Internationale sur
l'Empire Ottoman et la Turquie Moderne,**

**Institut National des Langues et Civilisations
Orientales, Maison des Sciences de l'Homme,
18-22 janvier 1985.**

**I. Recherches sur la ville ottomane :
La cas du quartier de Galata.**

**II. La vie politique, économique
et socio-culturelle de l'Empire ottoman
à l'époque jeune-turque.**

**Ouvrage édité par Edhem ELDEM
et publié par l'Institut Français d'Études Anatoliennes**

**ÉDITIONS ISIS
ISTANBUL-PARIS
1991**

© Institut Français d'Études Anatoliennes, Istanbul

Première impression : 1991

Publié par
ISIS YAYINCILIK Ltd
Şemsibey sokak n° 10/2, 81210 Beylerbeyi, İstanbul

Composé par
AS DİZGİ

ISBN : 2-906053-23-6
ISBN : 975-428-024-X

Dépôt légal : 2^e trimestre 1991

François GEORGEON

L'ÉCONOMIE POLITIQUE SELON AHMED MIDHAT

Au cours du XIX^e siècle s'impose peu à peu dans l'État ottoman l'idée que l'Empire est en retard par rapport à l'Europe de la révolution industrielle et que ce retard est l'un des aspects essentiels de la "décadence ottomane". À partir de l'époque des réformes dites des *Tanzimat*, on assiste à des débats sur les questions économiques qui concernent la façon dont l'Empire pourrait rattraper l'Europe. Ces débats tournent autour d'une série d'interrogations : faut-il donner la priorité à l'agriculture ou à l'industrie ? Convient-il de protéger les échanges ? Comment peut-on importer les techniques nouvelles de l'Europe ? Quel doit être le rôle de l'État dans ces différents processus ? etc.

On peut dire que deux tendances se dessinent à partir des *Tanzimat*, qui deviendront au début du XX^e siècle de véritables courants de pensée : la tendance libérale, et la tendance de l'économie nationale. Pour les partisans de la première, la Turquie est et doit demeurer un pays essentiellement agricole. Il faut adopter le libre-échange pour pouvoir exporter les produits agricoles, et c'est grâce à ces exportations que l'on pourra établir les bases de l'industrialisation de l'Empire ottoman. Pour les tenants de l'économie nationale, il faut renverser les priorités : il convient d'abord, pour rattraper l'Europe, de s'industrialiser et, le principal obstacle sur ce point étant la liberté des échanges imposée par les puissances européennes, il faut protéger l'industrie naissante par des mesures protectionnistes. Dans une seconde phase, on développera et on protégera une classe d'entrepreneurs turcs musulmans de façon à asseoir la structure de l'État sur une bourgeoisie "nationale".

C'est ce second courant de pensée qui a inspiré la politique économique des Jeunes-Turcs, notamment pendant la première guerre mondiale, celle de Mustafa Kemal, surtout dans les années trente avec l'étatisme et le développement de l'industrie lourde, et le modèle d'"économie mixte" mis en place dans les années soixante. On peut donc dire que le thème de l'économie nationale a dominé les orientations de la politique écono-

mique de la Turquie tout au long du XX^e siècle, tout au moins jusqu'en 1980. Il a donc paru intéressant d'essayer de remonter aux premières formulations du courant de l'économie nationale.

Lorsque l'on interroge les histoires de la pensée économique dans l'Empire ottoman et en Turquie¹, on constate qu'elles s'accordent à reconnaître sur ce point une sorte de paternité à l'écrivain bien connu Ahmed Midhat, auteur entre autres ouvrages d'un traité d'*Économie politique* en 1880. Cela nous amène à poser deux questions : qu'en est-il de l'économie politique dans l'Empire ottoman à cette date ? En quoi l'œuvre d'Ahmed Midhat représente-t-elle un tournant dans l'histoire de la pensée économique en Turquie ?

En 1880, cela fait déjà près d'un demi-siècle que l'on s'intéresse dans l'Empire ottoman à la science économique européenne. À mesure qu'elle découvre la révolution industrielle de l'Occident, la classe politique et intellectuelle ottomane est amenée à se pencher sur la science qui paraît accompagner les progrès économiques de l'Europe pour y puiser des enseignements sur le retard ottoman. Cet intérêt nouveau se manifeste à la fois dans la publication d'écrits spécialisés et dans la place que prend l'économie dans les institutions d'enseignement de l'époque. Grâce à İlber Ortaylı, nous savons que le premier texte ottoman s'inspirant de l'économie politique européenne date des années 1830². Il s'agit d'un manuscrit intitulé *Risale-i Tedbir-i Umran-i Mülkî*, conservé au département des manuscrits orientaux de la Bibliothèque Nationale de Vienne. Par la suite, articles parus dans la presse et ouvrages imprimés témoignent de l'intérêt croissant pour cette nouvelle discipline. On peut citer quatre ouvrages d'économie politique parus vers le milieu du XIX^e siècle en Turquie ; ce sont la traduction du cathéchisme d'économie politique de Jean-Baptiste Say par Abro Sahak efendi (*İlm-i Tedbir-i Menzil*, Istanbul, 1852), un ouvrage de Mehmed Şerif paru en 1864 (*İlm-i Emvâl-i Milliye*), l'adaptation d'un manuel d'Otto Hübner par Mehmed Midhat (*Ekonomi Tercü-*

1. Voir en particulier Z. F. Fındıkoğlu, *Türkiye'de iktisat tedrisatı tarihçesi ve İktisat Fakültesi teşkilatı* (L'histoire de l'enseignement économique en Turquie et l'organisation de la faculté d'économie), Istanbul, 1946 ; Ş. Mardin, *Türkiye'de iktisadî düşüncenin gelişmesi* (L'évolution de la pensée économique en Turquie), Ankara, 1962 ; N. Berkes, "Ekonomik Tarih ile Teori ilişkileri açısından Türkiye'de ekonomik düşünün evrimi" (L'évolution de la pensée économique en Turquie sous l'angle des relations entre l'histoire et la théorie économique), dans Fikret Görün, éd., *Türkiye'de üniversitelerde okutulan iktisat üzerine*, Ankara, 1972, pp. 39-55 ; T. Çavdar, *Türkiye'de Liberalizmin Doğuşu* (La naissance du libéralisme en Turquie), Istanbul, 1982. Voir aussi Z. Toprak, *Türkiye'de 'Millî İktisat' (1908-1918)* (L'économie nationale en Turquie), Istanbul, 1982.

2. İ. Ortaylı, "Osmanlılarda ilk telif iktisat el yazması" (Le premier manuscrit économique chez les Ottomans), *Yapı*, 46/1, oct.-nov. 1983, pp. 37-43.

mesi, *Fenn-i İdare*, Istanbul, 1870), et le manuel classique d'Ohannes efendi publié un an après celui d'Ahmed Midhat (*Mebâdi-i İlm-i Servet-i Mîlî*). Si l'on ajoute à cela un curieux ouvrage en ottoman de Charles Wells paru à Londres en 1860, on aura une idée à peu près complète de la littérature économique ottomane au moment où écrit Ahmed Midhat.

Ces premiers ouvrages d'économie politique sont soit des traductions d'auteurs européens, soit des compilations, mais ce ne sont pas des œuvres originales. D'autre part, il faut noter d'une manière générale la place des Arméniens dans l'ensemble de la littérature économique ottomane de cette époque, que ce soit dans l'édition de livres ou la publication d'articles de journaux³. Enfin, ce qui domine dans toutes ces publications, c'est le libéralisme économique. Les idées de Frédéric List sur l'économie nationale seront connues plus tard dans l'Empire ottoman, à l'époque des Jeunes-Turcs.

Dans l'enseignement, on constate que l'économie tient une place croissante à partir des *Tanzimat*⁴. Cela est vrai de l'École des Sciences Politiques (*Mülkiye*) où enseigne Ohannes efendi, mais aussi d'institutions plus spécialisées comme la Faculté de Droit (*Hukuk Fakültesi*) où des leçons d'économie politique sont introduites en 1874, ou l'École des Sciences Financières (*Mekteb-i Fünûn-i Maliye*) créée en 1877-78. Cela est vrai aussi des écoles secondaires ; le programme des écoles moyennes (*İdadî*) s'enrichit de cours d'économie, cependant que des leçons d'économie domestique sont données dans les écoles professionnelles de filles (*Kız Sanayi Mektepleri*) à partir de 1870. Là aussi, ce qui domine, c'est la doctrine du libéralisme économique.

Quelle est, dans ce contexte, la place d'Ahmed Midhat ? Tout d'abord, celui-ci, dans son traité d'économie politique, renonce à traduire purement et simplement un ouvrage européen ou à compiler pour rédiger un ouvrage qui se veut original et surtout adapté à la situation de l'Empire ottoman. Ensuite, en ce qui concerne les idées, délaissant le dogme du libre-échange, il défend l'adoption d'un système protectionniste pour permettre à l'Empire ottoman de s'industrialiser pour rattraper l'Europe. Ahmed Midhat serait-il ainsi le précurseur de l'économie nationale ?

I. LA PLACE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE DANS L'ŒUVRE D'AHMED MİTHAT

À la fois romancier, journaliste, essayiste, moraliste, Ahmed Midhat (1844-1912) est un écrivain trop connu pour que nous nous arrêtons long-

3. Cf. Berkes, *op. cit.*, pp. 47-48.

4. Voir plus spécialement le livre déjà cité de Findikoğlu.

temps sur sa biographie⁵. Rappelons-en seulement les traits les plus saillants : les origines modestes dans une famille d'Istanbul, les études à l'école primaire (*rüşdiye*) de Niş, la protection de Midhat Paşa qui prend à son service Ahmed Midhat dans la province du Danube puis à Bagdad, le retour en 1871 à Istanbul où il se lance dans l'édition et le journalisme, les rapports avec les Jeunes Ottomans, qui lui vaudront l'exil à Rhodes, la protection d'Abdül Hamid et la rupture avec les Jeunes-Ottomans, les fonctions de rédacteur en chef du *Tercüman-i Hakikat* (L'interprète de la vérité) à partir de 1878, le voyage en Europe en 1888, l'hostilité tenace des Jeunes-Turcs après la révolution de 1908.

De cette vie bien remplie, retenons deux éléments qui serviront à l'intelligence de notre propos : Ahmed Midhat a abandonné le service de l'État pour gagner lui-même sa vie et celle de sa famille ; autrement dit, il a donné l'exemple de l'esprit d'entreprise, et il défendra dans ses écrits l'idée que l'on peut devenir riche à partir de rien⁶. Par ailleurs, ce grand vulgarisateur des connaissances nouvelles ne voyagera en Europe qu'en 1888, à l'occasion du Congrès des Orientalistes à Stockholm. Jusqu'alors, il n'a de l'Europe qu'une connaissance livresque acquise grâce à la langue française qu'il avait apprise dans son enfance.

On attribue à Ahmed Midhat plus de 150 ouvrages. Cette œuvre considérable peut se diviser en deux : les ouvrages de fiction d'une part (Ahmed Midhat est considéré comme l'un des premiers romanciers turcs), et les ouvrages de vulgarisation d'autre part. Publiciste né, Ahmed Midhat cherchait à faire connaître au public ottoman dans une langue simple les principaux aspects de la civilisation européenne. Ces ouvrages de vulgarisation concernent les sujets les plus variés : histoire, philosophie, morale, religion, etc. C'est à cette seconde catégorie qu'appartiennent les livres d'Ahmed Midhat traitant de l'économie⁷.

On peut citer quatre de ces ouvrages. Dans *Sevdâ-yı Say ü Amel* (l'amour de l'effort et du travail) paru en 1879, Ahmed Midhat, dans la ligne de toute une littérature de l'époque des *Tanzimat*, cherche à communiquer aux Ottomans le goût de l'effort et du travail productif ; si les

5. Sur Ahmed Midhat, voir surtout B. Lewis, "Ahmad Midhat", dans *Encyclopédie de l'Islam*, 2^e éd. ; O. Okay, *Batı Medeniyeti karşısında Ahmed Midhat Efendi* (Ahmed Midhat efendi face à la civilisation européenne), Ankara, 1975 ; A. H. Tanpınar, *XIX. asrın Türk Edebiyatı Tarihi* (Histoire de la littérature turque au XIX^e siècle), Istanbul, 2^e éd. 1956 ; H. Z. Ülken, *Türkiye'de çağdaş düşünce tarihi* (Histoire de la pensée moderne en Turquie), 2^e éd., Istanbul, 1979.

6. Ş. Mardin, *op. cit.*, p. 49.

7. O. Okay, "İktisatta Millî düşünceye doğru" (Vers une pensée nationale en économie) *Türk Kültürü*, XVIII/207-208, pp. 72-98, est consacré à l'examen des idées économiques d'Ahmed Midhat.

L'ÉCONOMIE POLITIQUE SELON AHMED MIDHAD 465

non-musulmans se tournent volontiers vers les activités de production, il n'en va pas de même des musulmans qui se contentent trop souvent d'un emploi de fonctionnaires. L'ouvrage d'Ahmed Midhat implique donc une critique de la bureaucratie ottomane, critique qui sera reprise dans un ouvrage paru la même année *Teşrik-i Mesai, Taksim-i Mesai* (l'association et la division du travail) dans lequel Ahmed Midhat exalte les vertus de l'entreprise privée. En 1889, Ahmed Midhat publie *Hall ül-Akad* (la solution des difficultés), composé de huit lettres, dont la plupart concernent l'économie : l'auteur y accentue la critique du libéralisme, et en particulier des théories d'Adam Smith. Dix ans auparavant, Ahmet Midhat avait publié une série d'articles sur l'économie dans son journal le *Tercüman-i Hakikat* ; devant le succès remporté par ces textes, Ahmed Midhat les regroupera l'année suivante en un volume intitulé *Ekonomi Politik* (économie politique)⁸. Cet ouvrage au titre volontairement "moderne" représente en quelque sorte la somme des idées d'Ahmed Midhat en matière d'économie politique et c'est essentiellement à lui que nous nous référerons dans les lignes qui suivent.

Quatre ouvrages ayant trait à l'économie politique. En outre, il s'agit comme le remarque Hilmî Ziya Ülken, d'ouvrages composés avec plus de soin et plus approfondis que les autres œuvres de vulgarisation d'Ahmed Midhat⁹. C'est assez dire l'importance que la science économique revêtait à ses yeux. Comment provons-nous caractériser cette importance ?

Remarquons tout d'abord la date à laquelle ont été écrits trois de ces ouvrages : 1879. Depuis l'avènement d'Abdül Hamid en 1876, l'établissement de la Constitution, la réunion du Parlement ottoman, puis sa suspension l'année suivante, Ahmed Midhat ne se mêle plus de politique. Ayant applaudi publiquement aux agissements du nouveau sultan et désavoué son ancien protecteur Midhat Paşa¹⁰, il a rompu avec les Jeunes-Ottomans. Alors que ceux-ci, et plus tard les Jeunes-Turcs, avaient fait de l'établissement d'un régime constitutionnel leur objectif fondamental, et qu'ils avaient fait de la réforme politique de l'État le centre de leurs préoccupations, Ahmed Midhat pense que le problème de l'Empire ottoman est moins une question de régime politique qu'un problème de retard économique par rapport à l'Europe, retard qu'il convient de combler le plus rapidement possible.

La distance qui sépare désormais Ahmed Midhat de ses anciens com-

8. A. Midhat, *Ekonomi Politik*, Istanbul, 1296/1880, 191 pages. Cité ci-après EP.

9. H. Z. Ülken, *op. cit.*, p. 115.

10. Dans son livre *Üss-i İnkılâp* (L'origine de la révolution), 2 vol., Istanbul, 1877-78.

pagnons jeunes-ottomans et des Jeunes-Turcs peut d'ailleurs se repriser à travers le vocabulaire dont ils usent. On sait que pour ces derniers commence avec la suspension de la Constitution en 1877 l'ère du despotisme (*istibdad*), Abdül Hamid étant un despote dans la mesure où ses actes ne sont pas contrôlés par une assemblée constitutionnelle, et sont donc purement arbitraires. Pour Ahmed Midhat, le despote est celui qui ne respecte pas les enseignements de l'économie politique :

L'économie politique n'a rien à faire avec un gouvernement despotique (*müstebid*, mot de la même racine qu'*istibdad*) qui lève par la force des impôts sur le peuple en plus des contributions perçues en contre-partie du service public... L'économie politique ne peut pas admettre dans ses principes généraux un gouvernement qui agit d'une manière despotique sans respecter aucune loi ni aucune règle¹¹.

Mais qu'est-ce donc que cette science qui dicte ses lois même au souverain ? Qu'est-ce que cette discipline dont Ahmed Midhat nous dit que "si son utilité est évidente pour les hommes civilisés, *a fortiori* l'est-elle pour ceux qui sont appelés à les diriger"¹² ? Pour Ahmed Midhat, l'économie politique est tout simplement l'une des clés de la civilisation :

C'est l'une des sciences les plus utiles au progrès de la civilisation pourvu que l'on en respecte les règles en ce qui concerne la production et l'accroissement des richesses aussi bien que leur consommation¹³.

Les Ottomans doivent absolument se défaire des rêveries et des préjugés qui encombrant leur esprit pour reconnaître les "vérités sages et rationnelles" de l'économie politique. C'est aussi, pour Ahmed Midhat, une science qui régent l'ensemble des activités productives : "Là où règne l'économie politique..., tout ce qui a trait à la richesse est soumis à ses nécessités"¹⁴. Pour faire comprendre à quel point l'économie politique est souveraine, nous pouvons citer un passage du traité d'Achmed Midhat où celui-ci parle du travail des enfants. Il s'agit d'une citation empruntée à Rossi ; selon Rossi, faire travailler quinze heures par jour des enfants de moins de quinze ans est condamnable du point de vue de la morale et du point de vue de la politique (ils feront de mauvais soldats à vingt ans), mais non pas du point de vue de l'économie politique. En effet, un enfant est un capital qu'il faut utiliser¹⁵. "Je n'ai aucune critique à oppo-

11. *EP*, p. 183.

12. *EP*, pp. 15-16.

13. *EP*, p. 190.

14. *EP*, p. 61.

15. *EP*, pp. 12-14. Pellegrino Rossi, 1787-1848 fut le successeur de J.-B. Say au Collège de France dans la chaire d'économie politique. Cf. S. Mardin, p. 47.

ser à ce raisonnement'' conclut Ahmed Midhat.

“Exigences” ou “nécessités de l'économie politique”, “selon les lois de l'économie politique”, “l'économie politique enseigne que...”, toutes ces expressions que nous trouvons sous la plume d'Ahmed Midhat disent assez la place qu'il accorde à cette science. Elles sont, comme le remarque justement Findikoğlu, comme des *fetva* (sentence juridique) que rendraient les économistes érigés en grands muftis du monde moderne¹⁶. À coup sûr, il y a chez Ahmed Midhat une véritable sacralisation de la science, significative de la place qu'occupe désormais le positivisme au sein de l'intelligentsia ottomane¹⁷.

Conscient de l'importance de l'économie et désireux d'en vulgariser les enseignements, Ahmed Midhat n'était pas lui-même un spécialiste de cette discipline. Il a donc dû se documenter. Dans l'introduction de son traité, il nous explique la méthode qu'il a suivie : il s'est efforcé de confronter les idées des économistes européens. Nous ne savons pas dans quelle mesure il avait lu dans le texte Jean-Baptiste Say ou Adam Smith, ou s'il les cite d'après des ouvrages de seconde main. Mais en tout cas, la méthode qu'il utilise se distingue de celle de ses prédécesseurs qui se contentaient de traduire et de compiler¹⁸. Ahmed Midhat justifie sa méthode par deux arguments ; tout d'abord, la science économique est une science encore récente qui donne lieu encore à des débats entre spécialistes. Il pense que la vérité jaillira du “choc des idées” (*tesadüm ve ihtilafât-i efkâr*)¹⁹. Mais l'argument le plus important concerne la nécessité d'adapter l'économie politique aux conditions réelles de l'Empire ottoman. Voici ce qu'il écrit à ce sujet :

On écrit l'économie politique, comme le droit ou la morale, en l'adaptant à son pays, à son peuple, à leur degré de civilisation ou de progrès. Ainsi, dans les pays développés comme la Belgique, les spécialistes de l'économie politique sont partisans de lever les obstacles aux échanges commerciaux, et cette conception paraît juste étant donné le niveau industriel et commercial atteint par leur nation. Par contre, dans les pays encore en retard comme l'Italie,

16. Findikoğlu, *op. cit.*, p. 27.

17. Voir récemment sur ce sujet. Ş. Hanioglu, “Osmanlı aydınındaki değişim ve ‘Bilim’ (la science et le changement chez l'intellectuel ottoman), *Toplum ve Bilim*, 27, automne 1984, pp. 183-192.

18. Selon l'hypothèse de Ş. Mardin, *op. cit.*, p. 46, le livre d'Ahmed Midhat serait une “réponse” à celui de Mehmed Midhat, traduit du manuel d'Otto Hübner probablement d'après la traduction en français de l'ouvrage allemand (O. Hübner, *Petit manuel d'économie politique*, 2^e éd., Paris, 1862) par Ch. le Hardy de Beaulieu — et non pas Leroy-Beaulieu comme on le trouve écrit çà et là.

19. *EP*, pp. 9-10, 12.

les économistes veulent éviter que les échanges extérieurs ne ruinent la richesse nationale, et ils proposent des mesures de protection et d'encouragement pour l'industrie et le commerce intérieurs. Eux aussi, ils ont raison. Voilà pourquoi nous aurions commis une grave faute si nous, Ottomans qui habitons un pays aussi attardé, nous avions traduit tel quel un ouvrage qui concerne une nation développée. Nous avons choisi une voie moyenne, et avons jugé bon d'écrire une économie politique adaptée à notre situation en résumant les idées de nombreux auteurs²⁰.

Cependant, tout en refusant de s'inféoder à tel ou tel économiste, Ahmed Midhat s'est plus particulièrement inspiré d'un auteur, comme lui-même a l'honnêteté de le dire dans son avertissement. Il s'agit d'un écrivain aujourd'hui complètement oublié, Charles de Brouckère, homme politique et économiste belge de la première moitié du XIX^e siècle, auteur en 1851 d'un petit livre intitulé *Principes généraux d'économie politique*²¹. Le livre de de Brouckère, qui porte en frontispice le portrait de Jean-Baptiste Say, est un ouvrage imprégné de libéralisme économique. Récemment entrée dans la révolution industrielle, la Belgique est le théâtre de violentes discussions entre partisans du protectionnisme et partisans du libre-échange. Ces derniers ont reçu en partie satisfaction par les premières mesures de libéralisme prises en 1849. Publié deux ans plus tard, le livre de de Brouckère s'inscrit directement dans ce débat²².

On peut s'interroger sur les raisons qui ont poussé Ahmed Midhat à choisir pour guide le livre de de Brouckère. Celui-ci fait partie d'une vaste *Encyclopédie populaire* publiée par la "Société pour l'émancipation intellectuelle" placée sous les auspices du roi des Belges²³. C'est un petit livre simple, une sorte de "Que sais-je ?" écrit dans une langue accessible et émaillé de nombreux exemples. Il s'agit d'un ouvrage de vulgarisation scientifique destiné à l'instruction du peuple. Or c'est précisément l'objectif poursuivi par Ahmed Midhat : transmettre au public ottoman cultivé des connaissances scientifiques nouvelles sous une forme aisément abordable.

20. *EP*, pp. 3-4.

21. Ahmed Midhat a donné du nom de de Brouckère une transcription erronée : *Brusker*. Charles de Brouckère (1796-1860), a été professeur d'économie politique à l'Université libre de Bruxelles, puis député de Bruxelles à la Chambre des représentants, et bourgmestre de la ville. Cf. la *Grande Encyclopédie* et la *Bibliographie nationale dictionnaire des écrivains belges, 1830-1880*, Bruxelles, 1886, t. 1, p. 352. Outre son ouvrage d'économie politique, de Brouckère a publié dans la même collection *La charité et l'assistance publique*, 2 vol., Bruxelles, 1853. Il existe une biographie de de Brouckère : Th. Juste, *Charles de Brouckère, bourgmestre de Bruxelles*, Bruxelles, 1868.

22. H. Pirenne, *Histoire de Belgique*, 2^e éd., 1975, t. 5, p. 22 sq.

23. Cette encyclopédie populaire comprenait 125 volumes : la liste figure dans O. Lorenz *Catalogue général de la librairie française*, t.2, Paris, 1922, p. 254.

Ahmed Midhat suit en gros le plan du livre de de Brouckère. Il lui emprunte certains développements qu'il traduit tels quels dans son traité. Il s'inspire de ses exemples qu'il adapte souvent au cas de l'Empire ottoman pour être mieux compris de son public. Ainsi prend-il l'exemple de l'achat d'une maison à Galata pour illustrer le chapitre sur la valeur, celui de dégâts causés par la grêle à Istanbul à propos des assurances, celui de la navigation sur le Bosphore pour faire saisir les rapports entre le machinisme et l'emploi²⁴. Mais il lui arrive aussi de contester telle ou telle position de son guide, ou même de s'y opposer radicalement. Ainsi s'instaure entre Ahmed Midhat et sa source d'inspiration une sorte de "dialogue". La comparaison des deux ouvrages va nous permettre de mieux faire ressortir ce qui appartient en propre au premier. Et par delà se pose le problème plus général de la façon dont les livres européens ont été lus et utilisés dans l'Empire ottoman du XIX^e siècle.

II. L'INFLUENCE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE CLASSIQUE ET SES LIMITES

Comme de Brouckère, Ahmed Midhat a divisé son ouvrage en six chapitres. Dans son introduction, il s'efforce de préciser ce qu'est l'économie politique en comparant les définitions données par les principaux économistes. Il retient celle de J.-B. Say: "l'économie politique concerne la production, la répartition et la consommation des richesses". C'est cette définition qui guide son plan. Dans les chapitres I et II, Ahmed Midhat étudie le problème de la production des richesses ; puis il consacre les chapitres III et IV à la question des échanges. C'est surtout dans le chapitre IV, réservé à l'étude de la richesse nationale et de la protection de l'industrie, qu'A Ahmed Midhat exprime ses idées personnelles ; l'un des développements principaux de ce chapitre est intitulé: "Ce que nous devons faire" (*Biz ne yapmalıyız*)²⁵. De toute façon, le problème des échanges occupe une place centrale dans le traité d'A Ahmed Midhat qui lui consacre plus du quart de son ouvrage. Le chapitre IV étudie la circulation des richesses et en particulier le problème des différentes sortes de monnaies, enfin le dernier chapitre a pour sujet la consommation des richesses (consommation privée, municipale et publique) et le problème de l'assistance.

Le texte d'A Ahmed Midhat est dans son ensemble, et sauf certains passages dont nous parlerons plus loin, imprégné de libéralisme. Il suit le plus souvent les idées de de Brouckère. Et quant aux économistes qu'il

24. *EP.*, pp. 32, 57, 82-83.

25. *EP.*, pp. 131-135.

cite, ils peuvent tous être rangés sous l'étiquette de "libéraux" : Adam Smith, Jean-Baptiste Say, Sismondi, Rossi, Droz²⁶. À vrai dire, le libéralisme est la doctrine économique dominante à cette époque en Europe, et il est difficile de s'initier à cette science sans recourir à un exposé d'économie libérale. Il est possible aussi de déceler dans certains passages du traité d'Ahmed Midhat la trace des idées saint-simoniennes : ainsi lorsqu'il parle de l'importance des producteurs et de l'industrialisation. Mais nous ne savons pas comment s'exerce cette influence. Rappelons seulement l'importance des idées saint-simoniennes pour tout le Moyen-Orient à cette époque.

L'inspiration libérale dans le traité d'économie politique d'Ahmed Midhat peut se repérer à plusieurs niveaux. Ainsi Ahmed Midhat reprend de de Brouckère les idées sur les bienfaits de la concurrence ; l'un des paragraphes qu'il traduit directement de sa source belge s'intitule "Le progrès par la concurrence"²⁷. Et à la suite de de Brouckère, Ahmed Midhat se déclare tout à fait hostile aux monopoles. Par ailleurs, il est partisan d'une division plus poussée du travail qui, à son avis, est impliquée nécessairement par la vie urbaine. Il souhaite aussi que les institutions économiques apparues en Europe, comme les banques, les sociétés d'assurance par exemple, connaissent le même développement dans l'Empire ottoman. Il s'intéresse aussi longuement à la formation du capital dans son désir de voir des sociétés privées se multiplier dans l'Empire.

Ahmed Midhat se déclare également partisan résolu du machinisme. À la suite des économistes libéraux, il s'efforce de réfuter l'équation machinisme égale chômage ; à ce sujet, il reprend longuement l'exemple pris par de Brouckère des bas dont la consommation augmente à mesure que les coûts baissent grâce au machinisme (il adapte l'exemple en monnaie ottomane), ainsi que les statistiques sur l'accroissement du nombre des travailleurs en Angleterre qui contredisent les prophéties pessimistes sur le machinisme. Et il ajoute :

À Istanbul, nous disposons de nombreux exemples qui vont dans le même sens. Au moment de la fondation de la Compagnie de navigation (*Şirket-i Hayriye*), on a prétendu que ses bateaux allaient ruiner les caïques et les barques. Or il y a aujourd'hui plus de trente bateaux qui fonctionnent régulièrement, et le trafic des caïques continue de plus belle, et le nombre des barques a doublé. La raison en est simple : auparavant, traverser le Bosphore et se rendre à Üskü-

26. Voir sur ces économistes L. Say et J. Chailley, *Nouveau dictionnaire d'économie politique*, 2 vol., Paris, 1892. Le moins connu est François-Xavier Droz, 1773-1850 auteur d'une *Économie politique ou principes de la science des richesses*.

27. *EP.*, pp. 74-77 et de Brouckère, pp. 45-49.

dar était très coûteux, et peu de gens pouvaient se le permettre. Mais lorsque les bateaux ont rendu le transport plus rapide et moins cher, le nombre des voyageurs s'est accru. Et il s'est accru de telle sorte que les bateaux loin de prendre des clients aux caïques et aux barques leur en ont fait gagner par le seul fait d'avoir rendu la traversée plus aisée²⁸.

En ce qui concerne le problème de la propriété privée, Ahmed Midhat souhaite que les entraves au droit de propriété qui existent encore dans le droit ottoman soient levées. C'est ainsi qu'il déclare à propos des biens *vakif* (fondations pieuses) :

L'économie politique pourrait critiquer jusqu'à un certain point le système des *vakif* tel qu'il existe chez nous. En effet, lorsque le détenteur de biens *vakif* meurt sans héritiers, ses biens tombent en déshérence (*mahlul*) ; autrement dit, il n'était qu'à moitié propriétaire de ses biens. Et c'est ainsi que l'on a vu de riches fermes, des fabriques actives tomber bientôt en ruine. Si les terres et les biens *vakif* étaient administrés chez nous selon le régime de la pleine propriété (*mülk*), nous éviterions complètement les inconvénients mis en évidence par l'économie politique²⁹.

Autrement dit, il s'agit de poursuivre dans la voie d'une libéralisation du système de la propriété qui a été inaugurée avec le Code foncier de 1858.

À travers tous ces textes, nous voyons qu'Ahmed Midhat désire pour l'Empire ottoman plus de capitaux, plus de machines, plus d'esprit d'entreprise, plus d'institutions de crédit, plus de liberté aussi. Ce qu'il appelle de ses vœux, c'est que s'introduise dans l'Empire ottoman, avec un minimum de difficultés et d'entraves bureaucratiques, le capitalisme libéral de l'Europe du milieu du XIX^e siècle.

Mais peut-on simplement parler ici d'"influence" de l'économie politique libérale ? Ne peut-on voir derrière cet appel pour un capitalisme libéral dans l'Empire ottoman l'expérience même d'Ahmed Midhat qui a abandonné un emploi public pour devenir un petit entrepreneur ? Et d'une manière plus générale, n'est-ce pas le vœu d'une couche nouvelle de la population musulmane de l'Empire ottoman formée d'entrepreneurs qui ont pris part à ce que l'on a appelé "la révolution industrielle ottomane", et d'intellectuels ayant de près ou de loin participé au mouvement jeune-ottoman³⁰ ? Ahmed Midhat paraît être le représentant typique de

28. *EP*, pp. 82-83.

29. *EP*, p. 56.

30. Sur la révolution industrielle ottomane, cf. E. Clarke, "The Ottoman Industrial Revolution" dans *International Journal of Middle-East Studies*, V, 1975, pp. 65-76. O. Kurmuş, "Some aspects of Handicraft and Industrial Production in Ottoman Anatolia,

cette nouvelle couche sociale, de cet embryon de bourgeoisie musulmane. Significatif à cet égard est le passage de son traité d'économie politique consacré à la consommation ; il introduit ici une distinction intéressante qui n'apparaît pas chez de Brouckère : à côté de la consommation publique et de la consommation privée, il parle de consommation municipale³¹. Rien n'est plus juste, dit-il, que les impôts municipaux qui permettent d'améliorer le cadre de la ville en permettant le nettoyage des rues, le pavage des trottoirs, l'installation de l'éclairage au gaz, la création de jardins et de places publiques, l'entretien des dispensaires, etc. Cette "sensibilité municipale", qui n'est pas uniquement le fait des non-musulmans, apparaît comme très caractéristique de la couche sociale montante à laquelle appartient Ahmed Midhat³².

Sur deux points, Ahmed Midhat se sépare très nettement de son "guide" : le problème de l'assistance et celui des échanges extérieurs. Réserve pour plus tard le second point, nous pouvons analyser ici le premier. Notons d'abord que la question de l'assistance se posait d'une manière absolument différente dans la Belgique de 1850 en proie à la révolution industrielle, et la Turquie de 1880 où les ouvriers ne représentaient qu'une infime partie de la population. Dans son ouvrage, de Brouckère emboîtait le pas aux économistes libéraux de la première génération, c'est-à-dire ceux qui tenaient au dogme du libéralisme dans tous les domaines, y compris celui de l'assistance. Aider les pauvres et les miséreux, dit en substance de Brouckère, c'est encourager la paresse. La charité engendre la misère. "L'assistance publique crée le paupérisme" conclut-il³³.

Si à la suite de son guide, Ahmed Midhat prend soin de distinguer les pauvres et les paresseux, il n'en a pas moins un discours très différent³⁴. Par le ton d'abord. Il parle de l'assistance comme d'une dette sacrée (*mukaddes bir borç*) que toutes les sociétés civilisées ont contractée à l'égard des plus démunis. Ensuite, Ahmed Midhat parle de l'assistance telle qu'elle existe en pays musulman, et c'est ainsi qu'intervient l'islam pour la première fois à la page 185 de son traité d'économie politique. Ce devoir sacré de l'assistance, dit-il, est rempli d'une façon parfaite (*pek mükemmel*) dans les pays islamiques (*islamiyette*) où existent

1800-1915", dans *Asian and African Studies*, 15, 1981, pp. 85-101. Ch. Issawi, *The Economic History of Turkey, 1800-1914*, Chicago et Londres, 1980.

31. *EP*, pp. 175-179.

32. Cf. S. Rosenthal, "Minorities and Municipal Reform in Istanbul" dans B. Braude et B. Lewis, *Christians and Jews in the Ottoman Empire*, New-York et Londres, 1982, I, pp. 369-385.

33. De Brouckère, pp. 107-112.

34. *EP*, pp. 185-190.

grâce au système des *vakıf*³⁵ des orphelinats (*eytamhane*), des maisons de correction (*ıslahhane*), des léproseries (*miskinhane*), des pensionnats et des établissements de charité (*imarethane*), des hôpitaux pour les pauvres (*gurebahane*), etc. Remarquons à ce sujet qu'Ahmed Midhat parle moins de l'Islam en tant que religion ayant des préceptes sur le problème de la charité, que de l'Islam comme civilisation (*islamiyet*), une civilisation dont il est possible de comparer les institutions avec celles de l'Europe. C'est dire que, même lorsqu'il s'agit de l'islam, le discours d'Ahmed Midhat apparaît encore comme très sécularisé.

III. UN PRÉCURSEUR DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ?

Mais c'est surtout dans la question des échanges extérieurs qu'Ahmed Midhat prend le contre-pied de de Brouckère. S'opposant complètement sur ce point à l'économie politique classique, il entreprend un long plaidoyer en faveur du protectionnisme pour l'Empire ottoman.

On sait que le libéralisme a reçu depuis Adam Smith bien des correctifs, mais il y a encore un dogme qui demeure intangible parmi les économistes libéraux au milieu du XIX^e siècle, c'est celui de la liberté des échanges. Les premières réactions sont venues de l'Allemagne avec l'œuvre de Frédéric List et l'école "historique" qui face aux abstractions et à l'universalisme de l'économie libérale revendiquaient le droit d'adapter un système économique en fonction des conditions historiques des nations³⁶. C'est un peu la même démarche qui guide Ahmed Midhat. Peut-on parler d'influence sur ce point ? Cela paraît peu probable, car ni List ni l'école historique n'étaient alors connus dans l'Empire ottoman. Toujours est-il qu'Ahmed Midhat parvient à la critique du libre-échange en interrogeant l'histoire, non seulement l'histoire de l'Empire ottoman lui-même, mais aussi des expériences historiques plus lointaines comme celle de Pierre le Grand en Russie ou celle de Méhémet Ali en Égypte, expériences que la science de l'économie politique doit "considérer comme son propre capital"³⁷.

Ahmed Midhat étudie d'abord dans une perspective historique la question de la richesse nationale (*millî servet*). La richesse ottomane de

35. Cependant, à propos des *vakıf*, Ahmed Midhat écrit (*EP*, p. 189) : "On estime aujourd'hui que les biens *vakıf*, s'ils étaient bien administrés et exempts de tout abus, rapporteraient au moins dix millions de livres, c'est-à-dire l'équivalent des revenus d'un grand État. Si un tel capital pouvait être judicieusement utilisé, l'Empire ottoman serait plus riche que n'importe quelle contrée de la terre".

36. Cf. le livre classique de Ch. Cide et Ch. Rist, *Histoire des doctrines économiques*, 7^e éd., Paris, 1947, pp. 294-295, 318 et 436 sq.

37. *EP*, pp. 134-135.

l'époque classique était à la fois intérieure et extérieure. Intérieure, parce que les sultans ont protégé les activités commerciales et industrielles des nations qu'ils ont soumises dans l'Empire, ce qui a permis de maintenir un état d'abondance (*mebzuliyet*)³⁸. Extérieure, parce que l'Empire, État militaire, prélevait des tributs sur les nations sujettes et s'appropriait un large butin dans ses conquêtes. Or, constate Ahmed Midhat, les choses se sont modifiées : l'Empire ottoman ne protège plus ses ressortissants. Et surtout la richesse fondée sur l'ordre militaire ne correspond plus du tout au type de richesse moderne fondée sur le commerce et l'industrie. "La seule richesse durable, écrit Ahmed Midhat, c'est la richesse des nations industrielles et commerciales"³⁹. Or cette richesse suppose la paix ; la guerre est un obstacle au progrès des activités économiques. "S'il y a, poursuit Ahmed Midhat, une science qui exige plus que tout l'absence d'état de guerre, c'est bien l'économie politique"⁴⁰. Ahmed Midhat distingue la puissance (*sevket*) et la richesse (*servet*). Comme l'Empire romain à l'époque de sa décadence, l'Empire ottoman possède encore la puissance, mais il est dépourvu de la vraie richesse. Inversement, des peuples possèdent la richesse sans avoir pour autant la puissance. C'est le cas des Juifs : "Bien que les Juifs ne soient les détenteurs d'aucune puissance, aujourd'hui une grande partie de la richesse du monde se trouve entre leurs mains, et de grands États sont endettés auprès de quelques Juifs"⁴¹.

Ahmed Midhat trace de la richesse nationale ottomane un tableau très négatif :

Sur le plan industriel, agricole, commercial, nous sommes vraiment démunis de tout. À vrai dire, notre propos ne concerne pas les Ottomans en général mais est réservé aux musulmans. Le fez dont nous nous couvrons, la chemise que nous portons, l'allumette dont nous nous servons, et jusqu'aux pavés qu'utilise la Compagnie des Tramways, tout cela nous risquons bientôt de devoir le faire venir de l'extérieur. Nos anciennes industries ont été acculées à la faillite, et les entrepreneurs musulmans en sont réduits à des activités de second rang qui utilisent la force physique comme l'emploi de portefaix ou de bateliers. Et que dire de notre agriculture ? Il n'y a pas de routes qui permettraient de faire venir de l'intérieur du pays jusqu'à la côte nos produits agricoles. On vend bien des denrées alimentaires dans nos ports, mais c'est si peu de chose au regard de la farine que nous sommes contraints très souvent d'importer de Russie ou d'ailleurs pour nourrir la capitale. (...) Bref, si l'on met en applica-

38. *EP*, p. 112. Ahmed Midhat parle d'une armée de 150.000 hommes qui aurait été envoyée contre les chevaliers de Rhodes parce qu'ils molestaient les commerçants !

39. *EP*, pp. 114-115.

40. *EP*, p. 111.

41. *EP*, pp. 114-115.

tion d'une manière scientifique l'économie politique dans notre pays, la première conclusion sera qu'il n'y a chez nous ni capital, ni agriculture, ni industrie, ni commerce, ni même de talents. Il est clair que si nous devons être une nation soumise aux lois de l'économie, nous devons créer cela de toutes pièces⁴².

Dans le déclin ottoman, Ahmed Midhat incrimine particulièrement les étrangers qui, grâce aux protections dont ils disposent, notamment du fait du régime des Capitulations, ont envahi non seulement le commerce extérieur de l'Empire, mais même les échanges intérieurs.

Devant cette situation, quelles solutions propose-t-il pour "acquérir et accroître" la richesse nationale ? Il faut d'abord que l'État protège les industriels et les commerçants ottomans. Au lieu d'accorder des privilèges aux étrangers à l'intérieur de ses frontières, l'État ottoman devrait s'occuper de réserver protection et privilèges à ses "nationaux" :

En attendant que nous acquérions la capacité, il faut protéger nos richesses des étrangers. Car si dans trente ans nous sommes devenus capables, à quoi servira cette capacité si notre richesse nationale se trouve entre les mains des étrangers?⁴³.

Il convient surtout de protéger les activités économiques de la concurrence extérieure en établissant une protection douanière. En suivant de Brouckère, Ahmed Midhat présente d'abord les arguments des économistes libéraux en faveur du libre-échange, puis il y répond longuement lui-même⁴⁴. On peut diviser son argumentation en quatre points :

a) Le libre-échange signifie la ruine du commerce et de l'industrie ottomans. Cela est prouvé par l'histoire ottomane depuis le début de la révolution industrielle. Ahmed Midhat cite les tentatives pour créer une fabrique de papier à İzmir, des fabriques de bougies, de cristal, de draps, etc. Toutes ont échoué devant la concurrence européenne qui vend sur le marché ottoman des produits moins chers et de meilleure qualité :

42. *EP*, pp. 115-117.

43. *EP*, p. 120. Les privilèges accordés aux étrangers sont une allusion au fameux traité de commerce de 1838 avec l'Angleterre. On a beaucoup étudié ce traité ces derniers temps. Citons parmi les travaux les plus récents: Ch. Issawi, "Notes on the Negotiations Leading to the Anglo-Turkish Commercial Convention of 1838", dans *Mémorial Ömer Lûtfi Barkan*, Paris, 1980, pp.119-134 ; O. Kurmuş, "The 1838 Treaty of Commerce Re-examined" et S. Kançal "L'ouverture du marché interne ottoman en 1838 et l'instauration d'un mode de relations semi-coloniales", tous deux dans J.-L. Bacqué-Grammont et P. Dumont éd., *Économie et Société dans l'Empire ottoman*, Paris, 1982 ; et deux études récentes dans un numéro de *Yapıt* (10, avril-mai 1985) S. Gürsel, "Tekrar 1838 üzerine" (De nouveau sur 1838) et T. Timur, "1838'de Türkiye, İngiltere ve Rusya" (La Turquie, l'Angleterre et la Russie en 1838).

44. De Brouckère, pp. 50-53 et *EP*, pp. 123-125.

Nous pensons qu'il est absolument impossible de ranimer l'industrie et le commerce locaux si on laisse ouverte la porte du libre-échange. De fait un certain nombre de fabriques aussi bien publiques que privées ont été créées, mais jusqu'à présent aucune d'entre elles n'a pu survivre. Sans doute la Fabrique Impériale de Fez (*Feshane-i Amire*) se maintient-elle tant bien que mal, mais il n'est guère concevable qu'elle puisse rivaliser avec les fez fabriqués en France ou en Autriche et destinés à notre pays⁴⁵.

b) Le libre-échange est valable pour les nations qui ont des relations équilibrées entre elles, comme c'est le cas de la plupart des nations européennes. Or les rapports entre l'Empire ottoman et l'Europe ne sont pas équilibrés, ce qui est au complet désavantage du premier :

Si le libre-échange devait se généraliser, les nations qui jusqu'à présent ont réussi à préserver leur ancienne richesse, comme l'Iran, finiraient par connaître le même sort que nous, et ainsi l'Europe, devenue maîtresse sur le plan commercial et industriel des cinq continents accaparerait toutes les richesses de la terre⁴⁶.

c) Le libre-échange n'existe pas partout, même en Europe. L'un des aspects intéressants du texte d'Ahmed Midhat, c'est qu'il est écrit au moment même où en Europe on assiste à une remise en cause du libre-échange. On sait qu'après la crise de 1873 et le renversement de la conjoncture se dessine en Europe une nette réaction contre le libéralisme anglais et l'école de Manchester⁴⁷. Ahmed Midhat est-il influencé par ce mouvement ? Il est difficile de répondre à cette question. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il est au courant des débats qui se déroulent en Allemagne au moment même où il écrit, et qui aboutiront au tarif protecteur de 1879⁴⁸. Il est probable qu'il trouve dans la position de la majorité des Allemands en faveur du protectionnisme un élément de plus qui le conforte dans son idée que le libéralisme n'est pas un système universel.

d) Le dernier argument d'Ahmed Midhat est une réponse aux discours des libre-échangistes : sans liberté des échanges, disaient-ils, les industries nouvelles de l'Europe ne pourront pas s'implanter dans les pays extra-européens. C'est exactement le contraire qui risque de se produire selon Ahmed Midhat, en sorte que les Ottomans seraient privés de ces industries si nécessaires pour combler leur retard par rapport à l'Europe.

Ainsi, le grand remède proposé par Ahmed Midhat au retard ottoman est-il l'établissement d'un tarif douanier qui protège efficacement

45. EP, pp. 131-132.

46. EP, pp. 130-131.

47. Cf. R. Schnerb, *Libre-échange et protectionnisme*, Paris, 1963, p. 78 sq. et M. Baumont, *L'essor industriel et l'impérialisme colonial, 1878-1904*, Paris, 1949, p. 438 sq.

48. EP, p. 129.

le commerce et l'industrie intérieurs ottomans. Mais il précise que les droits de douane devront être modulés en fonction de l'utilité des produits pour la société ottomane⁴⁹. Il faut frapper de lourdes taxes les produits de luxe quitte à faire entrer en franchise des marchandises si nécessaires à l'économie ottomane comme les machines. Reprenant l'exemple de la Fabrique de fez, Ahmed Midhat pense que, protégée de la concurrence, elle pourra parvenir à fournir le marché ottoman. C'est le premier exemple, dit Tevfik Çavdar, d'une politique de "substitution aux importations". Toutes ces critiques du libre-échange seront d'ailleurs reprises quelques années plus tard dans le dernier ouvrage d'Achmed Midhat traitant de l'économie, *Hall ül-Akad*.

À côté de ces mesures protectionnistes, Ahmed Midhat propose également que l'on cherche à développer la capacité (*kabiliyet*) des Ottomans en envoyant des étudiants en Europe pour étudier les techniques nouvelles, ce qui se fait depuis longtemps dans le domaine de la diplomatie, et en faisant venir des experts pour aider au décollage de l'économie ottomane.

*
**

Ces notations rapides nous permettent-elles de répondre à la question que nous posons plus haut : Ahmed Midhat peut-il être considéré comme le précurseur de l'économie nationale?

Pour répondre à cette question nous devons d'abord réfléchir au sens du mot "nation". Lorsqu'Achmed Midhat parle de la production et de l'accroissement de la richesse "nationale", qu'entend-il par là ? Pour lui, cela ne fait pas de doute, il s'agit de la nation "ottomane", entité correspondant à l'ensemble des peuples de l'Empire ottoman, à une idée de citoyenneté commune, que les dirigeants ottomans de l'époque des *Tanzimat* ont essayé de forger pour répondre aux premiers signes de désagrégation de l'Empire et moderniser l'appareil de l'État. Mais en même temps, Ahmed Midhat a conscience de l'inégalité économique et sociale qui existe entre les musulmans de l'Empire et les non musulmans. Lorsqu'il parle de "retard" ottoman, c'est surtout aux premiers qu'il pense ; et lorsqu'il évoque le progrès, il espère que ce sont surtout eux qui en seront les bénéficiaires. De ce point de vue, son "nationalisme" qui met l'accent sur l'élément islamique de l'Empire ottoman est proche de celui des Jeunes-Ottomans, et de Namık Kemal en particulier. Et il annonce ce qui va être le panislamisme d'Abdülhamid. Cette conception de l'économie natio-

49. *EP*, pp. 133-134.

nale apparaît donc comme une première étape vers ce qui sera le nationalisme économique des Jeunes-Turcs visant à créer dans l'État ottoman une classe bourgeoise musulmane turque. Naturellement, la dimension turque est absente de la pensée d'Ahmed Midhat, mais il serait ridicule de lui en tenir rigueur puisque le nationalisme turc proprement dit est un phénomène qui prend naissance au début du vingtième siècle.

Mais en ce qui concerne Ahmed Midhat, on est fondé à parler d'économie nationale à un autre point de vue. En effet, dans son traité d'économie politique, il met sans cesse l'accent sur la nécessité d'industrialiser l'Empire ottoman ; autrement dit, il refuse la division internationale du travail telle qu'elle avait été élaborée par l'école de Manchester pour le plus grand profit de l'Angleterre. Il s'insurge contre la situation qui fait de l'Empire ottoman un pourvoyeur de l'Europe en matières premières. Par ailleurs, tout en étant par certains côtés un libéral convaincu, Ahmed Midhat réclame de l'État une politique économique plus active en faveur de ses ressortissants ; en particulier, il attend de l'État davantage de protection des entrepreneurs et des commerçants ottomans. De ce point de vue, le "nationalisme" économique d'Ahmed Midhat apparaît comme très semblable aux courants que l'on rencontre dans les pays venus plus tard que l'Europe occidentale à la révolution industrielle et qui réclament leur droit à participer au grand mouvement de modernisation économique, et il n'est nullement surprenant qu'il y ait une sorte de simultanéité entre les deux. Les idées d'Ahmed Midhat sont proches de celles qui sont défendues à la même époque par certains intellectuels allemands.

Le problème est que l'Empire ottoman n'est pas le deuxième Reich. Ahmed Midhat réclame à juste titre l'abolition des Capitulations qui accordent des privilèges exorbitants aux étrangers ; mais l'Empire ottoman est-il en mesure de l'obtenir des puissances européennes ? Il a raison de demander un tarif protecteur pour développer une industrie ottomane, mais l'État ottoman a-t-il les moyens de l'imposer à l'Occident ? On remarque ainsi chez Ahmed Midhat l'une des caractéristiques de l'intelligence ottomane que l'on pourrait formuler ainsi : la difficulté à situer son pays dans le monde. De ce point de vue, la création en 1881, un an après la parution de son traité d'économie politique, de l'Administration de la Dette Publique imposée par les puissances européennes à un Empire ottoman en pleine déroute financière, apparaît comme un cruel démenti apporté aux ambitions d'Ahmed Midhat.

Pourtant, malgré une certaine naïveté, le traité d'économie d'Ahmed Midhat occupe une place importante dans l'histoire des idées en Turquie. Livre de vulgarisation, livre populaire, il a formé à la chose économique

des générations d'Ottomans. L'influence de ses idées est indéniable chez les premiers nationalistes turcs, chez les dirigeants jeunes-turcs et d'une manière plus générale, chez tous ceux qui ont eu l'ambition de créer une économie nationale dans la Turquie du vingtième siècle⁵⁰

F. G.

50. La rédaction de cet article était achevée lorsque est paru l'ouvrage de Ahmet Güneş Sayar, *Osmanlı İktisat Düşüncesinin Çağdaşlaşması* (La modernisation de la pensée économique ottomane), Istanbul, 1986. L'analyse des idées économiques d'Ahmed Midhat y occupe les pages 395 à 417.